



COMMUNIQUE SUITE AU RASSEMBLEMENT DU MARDI 15 DECEMBRE

Ce mardi 15 décembre au soir, l'Union Syndicale Solidaires 44, aux côtés d'autres organisations syndicales et associatives, était à l'initiative d'un rassemblement contre la loi sécurité globale. Cette 4ème journée à Nantes, comme à St-Nazaire, montre la détermination à enrayer cette proposition de loi qui marque encore un pas vers un régime de contrôle et de surveillance totale.

Au vu des interdictions préfectorales de plus en plus récurrentes, des contrôles avec amendes de plus en plus fréquents aux entrées et sorties des manifestations, il a été décidé de déclarer ce rassemblement en Préfecture. Afin de lui fournir une couverture légale. Face à la pression sécuritaire, à la répression débridée dans de nombreuses villes trois jours plus tôt et pour éviter une interdiction qui semblait probable il a été décidé qu'il s'agirait d'un rassemblement et non d'une manifestation.

Malgré tout, dès 17h les contrôles vont bon train dans le quartier, quadrillé par un dispositif policier disproportionné. A son arrivée le camion de Solidaires est fouillé par les forces de police, menaces de contravention en prime. Au fur à mesure du rassemblement, le dispositif se resserre, rendant tout mouvement collectif impossible, alors que la foule est parfaitement calme. Alors qu'il reste à peine quelques centaines de personne, un hélicoptère finit par survoler le rassemblement !

Certain.es ont cru à une corrélation entre le fait qu'il n'y ait pas de départ en manif et le fait que les organisations syndicales et associatives aient été reçu par le préfet une heure avant le rassemblement. Certain.es sont allés jusqu'à accuser publiquement les organisations d'avoir « objectivement co-construit une nasse avec la Préfecture » !! Cette affirmation est fausse. En plus d'être mensongère, une telle accusation constitue une tentative grossière de division de notre camp social. La décision de faire un rassemblement et non une manifestation était prise bien avant cette réunion. Les organisateurs ont en effet rencontré le directeur de cabinet du Préfet pour dénoncer la dérive totalitaire de cette loi et des décrets parus au J.O du 4 décembre. Solidaires 44 en a profité pour rappeler que pour notre part, la déclaration de cette manifestation devait rester exceptionnelle. Aucune "concertation" (traduisons collaboration) n'est envisageable pour nous et qu'à l'avenir nous maintiendrons la tradition nantaise qui nous est chère de ne pas déclarer nos manifestations.

Les seuls responsables de la répression, les seuls responsables d'un dispositif interdisant tout mouvement collectif, c'est le gouvernement.

Solidaires 44 condamne la stratégie de la peur mise en place autour des manifestations à Nantes et appellera à continuer la lutte, en manifestation unitaire et ce dès janvier, contre la loi de sécurité globale.

Nantes, le 17/12/2020